

Dossier CRAS - 2020

Sommaire :

Page 1 - *Dix mille lycéens dans la rue Pourquoi ?* Texte signé par Des lycéens en lutte. Extrait du journal *Espoir (CNT/AIT)*, Toulouse 1er avril 1973.

Page 2 - *Toulouse : Grève générale des lycéens et apprentis contre la loi Debré*, article signé H.M. Extrait du journal *Espoir (CNT/AIT)*, Toulouse 1er avril 1973.

Page 3 - *Détruire l'armée - Abolir le Pouvoir*, article signé Damien (insoumis à l'ONF). Extrait du journal *Espoir (CNT/AIT)*, Toulouse 1er avril 1973.

ESPOIR

Hebdomadaire ♦ Organe des Unions Régionales de la C.N.T.F.

Directeur-Gérant : Antoine TURMO

Secrétaire de Rédaction : Federica MONTSÉNY

Page française seule :

Semestre : 30 F - An : 60 F

C.N.T., Bourse du Travail

3, rue Merly, 31000 Toulouse

Avec la page en espagnol :

France, annuel 110,00 F

Etranger, annuel 138,00 F

Avion, an., Amériq. .. 192,00 F

Australie 211,00 F

Paiements : Martínez Honorio, 4, rue Belfort, 31000 Toulouse
Tél. 62-64-90 - C.C.P. n° 2198-66 B - Toulouse

n° 581 - 1^{er} Avril 1973

Dix mille lycéens dans la rue **POURQUOI ?**

- Pour profiter du jour de vacances accordé par le Rectorat ?
- Pour l'abrogation de la loi Debré ?
- Contre l'armée qui embrigade la jeunesse ?

Vendredi, plus de 10 000 lycéens, collégiens et apprentis étaient dans la rue. Motif : abrogation de la loi Debré qui a pour but de parfaire par l'armée le dressage commencé à l'école. « Le sursis pour tous », ce n'est pas sérieux ! Les jeunes ouvriers doivent être dégagés des obligations militaires avant de pouvoir travailler. Lutter pour l'abrogation de la loi Debré, c'est lutter pour le rétablissement des privilèges des étudiants par rapport aux ouvriers.

Ne nous trompons pas sur le côté spectaculaire et massif de la manifestation de vendredi. Ce n'est pas **uniquement** la loi Debré qui est en cause. Tout le monde sait bien qu'on étouffe dans les bahuts, pour beaucoup ce fut l'occasion d'en sortir et d'agir contre le système qui a pour mission le **dressage** des jeunes.

En effet, passer de l'école à l'armée c'est échanger un tablier contre un uniforme, l'autorité du « surgé » contre celle de l'adjudant. Ainsi nous serons plus aptes à accepter l'autorité du chef de service, du contre-maître, du patron et C^{ie}...

Que la loi Debré soit abrogée ou non, **le service militaire demeure !** Et en s'y **soumettant, on perd un an de sa vie à défendre un système qui nous opprime !**

NOUS REFUSONS :

- une armée d'embrigadement de la jeunesse !
- une armée de répression sociale et coloniale !
- une armée de guerre civile !
- une armée qui installe ses camps militaires en expropriant les paysans (Larzac, etc.) !

Comme il faut refuser tout système répressif contraire à l'épanouissement et la responsabilité de l'individu.

Des lycéens en lutte.

(Suite de nos informations sur l'armée en page 4.)

TOULOUSE : Grève générale des lycéens et apprentis contre la loi Debré

Depuis le 1^{er} janvier 1973 est entré en application le nouveau code de service national (loi du 10 juin 1971) dont la mesure la plus spectaculaire est la suppression de presque tous les sursis à 21 ans.

Cette mesure frappe surtout les lycéens, qui se voient obligés d'arrêter leurs études entre 18 et 21 ans. Mais le sursis était un privilège. Il était bien difficile à un jeune travailleur d'en bénéficier, car s'il travaille dès l'âge de 16 ou 18 ans, il préfère, comme moindre mal, partir le plus tôt au service, pour en être débarrassé. Un jeune travailleur ne peut se permettre d'abandonner sa profession pendant un an, avec le risque de perdre son emploi ; la menace de chômage, planifié par l'Etat, l'oblige à partir le plus tôt à l'armée, parfois à 17 ans. Pourquoi cette menace, mais pour prendre en main le jeune le plus jeune possible, et le conditionner à l'obéissance, au respect de la hiérarchie, pour en faire un ouvrier docile.

Malheureusement, le mouvement de protestation apparaît comme une mesure « conservatrice » : retrouver un privilège, alors qu'à aucun moment n'est remis en question le rôle et la fonction du service national.

Certains, les trotskystes surtout, essaient de manipuler ce mouvement avec des mots d'ordre démagogiques sans aucune réalité, tel que « le sursis pour tous », sachant bien que les jeunes travailleurs sont coïncés par leur vie professionnelle et la peur du chômage. Ce mot d'ordre démagogique entre bien dans leur ligne politique car, pour eux, il faut lutter dans l'armée, donc il n'est pas question de remettre en cause la nécessité du service national.

Mais à travers le refus de l'abrogation du sursis apparaît, de façon sous-jacente, le refus de la nature même du service : un an de perdu... Mais aucune conscience politique n'a encore surgi. Il est donc important que les camarades lycéens transforment cette protestation réformiste contre le sursis en protestation contre la nature réelle du service national.

Pourquoi la suppression du sursis ? Sinon pour que la jeunesse soit le plus vite possible embrigadée (cf. « Lettre ouverte aux cires molles »), c'est donc contre le service national en tant que forme la plus élaborée de l'abrutissement de l'individu que nous devons combattre.

Rester sur le problème de la date du sursis, c'est tourner en rond. Pour que le mouvement de protestation se transforme en mouvement de contestation du service, il faut que les lycéens eux-mêmes prennent conscience de la nature du service national (*). Pour les libertaires, il est urgent d'aider ceux des lycéens qui ont déjà pris conscience du problème par un soutien matériel approprié (tracts, affiches, meetings...).

H. M.

(*) Voir le texte réalisé par des lycéens en première page.

Détruire l'Armée - Abolir le Pouvoir

« Il ne voulut pas porter cet uniforme de honte qui fait de l'homme un abruti dont les mains restent prisonnières du geste machinal de tuer.

Ils ont suicidé Jean-Pierre Lalanne

parce que l'enfant qu'il était voyait trop clair et ne voulait pas ressembler aux adultes qu'on lui proposait comme modèle :

adulte militaire,
adulte curé,
adulte fillic,
adulte garde-chiourme.

Au 84^e régiment d'infanterie à Etain, dans la Meuse, Jean-Pierre s'est pendu dans l'après-midi du 25 octobre

— [1971
dans les locaux disciplinaires [de la caserne... »

(Poème d'un barde breton, 21-9-1971.)

« Un militaire qui ne fait rien est un imbécile.

Un militaire qui fait quelque chose est un assassin. »

Lorsque le fait de répéter le même geste mille fois par jour au service d'un système économique qui est déjà intolérable, lorsque le fait de crever à son boulot est inadmissible, il n'y a pas de plus grande honte pour un exploité que d'aller massacrer d'autres exploités, ses frères, ses camarades, au profit de nos exploités.

Il n'y a pas de guerre qui en vaille la peine, pardon, la mort.

Seul, le peuple revient, exsangue, du combat, sans aucune force pour réagir à l'instauration de nouvelles dictatures économiques. L'industrie et l'exploitation qui en découlent n'ont jamais été affaiblies par un conflit, bien au contraire même, grâce à l'effort de guerre. **Quand les hommes meurent au combat, on met les femmes et les enfants sur les machines.**

Jamais nous n'avons vu des guerres d'attaque, rien que de défense : **défense** de la religion, de la patrie, de la nation ; **défense** de la culture, de la liberté ; **défense** contre le péril jaune, le fascisme, le communisme. Mais tout ceci n'est que mensonge. Il s'agit toujours de maintenir ou de renforcer l'oppression.

L'armée est indissociable de l'Etat, et la notion d'Etat est toujours la conséquence d'une forme de pouvoir économique. On concentre le pouvoir : trusts économiques, centralisme de l'Etat fort, et ensuite on amplifie la militarisation.

Il est clair pour moi que lorsque je crie « A bas l'armée du capital ! », je crie ma haine du capital, quel qu'il soit, privé ou d'Etat, et de son armée. Il n'y a jamais eu d'armée sans capital à promouvoir. Notre première ennemie : l'autorité et sa capacité industrielle, particulièrement dans sa forme la plus absurde : **l'industrie d'armement.**

L'exploitation de l'homme par l'homme, le génocide ou la destruction écologique ne sont possibles que parce que nous avons démissionné, relégué nos pouvoirs, confié nos responsabilités à d'autres. Mon combat n'est donc pas contre les gens qui ont le pouvoir, mais contre le fait qu'ils aient le pouvoir.

Que ce soit Dassault, Debré ou des camarades dits prolétaires qui maintiennent la saloperie criminelle du trafic des armes, je m'opposerai, avec les moyens que j'ai. Je refuserai, comme je l'ai fait, d'être examiné et orienté à la présélection militaire. Je refuserai d'être commandé, manœuvré, utilisé au service national. Voilà **pourquoi je suis insoumis** et voilà **à quoi je suis insoumis.**

Ce que j'ai voulu dire jusqu'ici, c'est que le combat antimilitariste n'est pas un combat en soi ; il est indissociable du combat contre l'exploitation et réciproquement. Croire que le combat antimilitariste est seulement la lutte contre l'embrigadement est soit hypocrite, soit complètement débile.

Il n'y a pas d'armée sans embrigadement.

Il n'y a pas d'armée démocratique.

« La discipline fait la force principale des armées. » Tous les militaires, quels que soient leurs uniformes, sont d'accord là-dessus. Il ne suffit pas non plus de lutter contre un service national imbécile si nous ne proclamons, en tant qu'antimilitaristes : « Garde à vous ! L'armée est partout. » Alors permettez-moi de rigoler encore à la question : « Faut-il lutter à l'intérieur ou à l'extérieur ? »

Bien évidemment, il faut lutter partout, si nous luttons contre l'armée du capital qui est partout.

Si ceux qui se disent révolutionnaires de qualité ont si souvent et si longtemps refusé de travailler sur la question « armée », c'est bien parce que cela sous-entend : quelle révolution ? pourquoi, comment la révolution ? Et là il n'y a plus, quoi qu'on en dise, de schémas qui puissent s'appliquer. Le système change trop vite. Par exemple, il n'y a pas de réponse dans les écrits à la question : « Comment un prolétariat, conscient des valeurs qu'il doit défendre, peut-il accepter de cautionner une armée de destructions massives, donc populaires ? »

Ce n'est pas la peine de nous dire non plus : « Les travailleurs ne sont pas à l'armée », car **l'armée est partout.**

Il est trop facile, aussi, au révolutionnaire patenté, de dire : voilà ce qu'il faut faire, soutenons les insoumis, par exemple, et de n'en rien faire.

Quant au fait de raconter n'importe quoi pour montrer que la jeunesse ne supporte pas l'embrigadement, ce n'est pas de l'antimilitarisme (je veux parler d'un truc disant que J.-P. Lalanne fait une grève de la faim dans l'indifférence générale des officiers parce qu'il ne supporte pas le régime militaire).

Quand on fait de l'antimilitarisme qui proclame : « Ne déserte pas ! On n'a jamais fait la révolution sans l'armée ! », on peut, sans honte, lui cracher dessus en pleurant.

Non seulement on n'a jamais fait la révolution avec l'armée, mais encore on a fait des guerres coloniales avec des militants anti-impérialistes.

Pour conclure, j'emprunterai un thème à Gaston Jambois, insoumis libéré provisoirement. « Je suis persuadé en effet que le pouvoir est au bout du fusil. Le fusil a deux bouts. Le pouvoir est du côté de la crosse, le peuple côté canon. Mais je suis persuadé, aussi, que la véritable révolution sera celle qui abolira le pouvoir. »

DAMIEN,
insoumis à l'O.N.F.

(Paroles prononcées lors du meeting antimilitariste du 16 mars 1973, Toulouse, Palais des sports.)